Solidarité avec les camarades d'Annahj

lundi 15 juin 2009, par [Al Mounadil-a / Al-Mounadil/ah / Almounadil-a](#) (Date de rédaction antérieure : 12 juin 2009).

Les forces de répression ont mené une campagne nationale contre les militant-e-s de Annahj Addimocrati (la Voie Démocratique) qui boycotte les élections locales en cours.

A travers l'interdiction de manifester, la violence, les arrestations et les poursuites judiciaires, le pouvoir fait tout son possible pour que la voix de Annahj n'arrive pas jusqu'aux citoyens, démontrant encore une fois la réalité de la liberté d'expression et de tout le jeu politique.

Le pouvoir veut des partis politiques qui jouent le rôle défini par le ministère de l'intérieur, et tous ceux qui sont en désaccord deviennent l'objet de la répression.

Auparavant, ce fût le PADS (Parti d'Avant-garde Démocratique et Socialiste) l'objet d'une telle campagne quand, durant l'été 1997, plus de 200 de ses militant-e-s ont été jugés dans 27 tribunaux partout au Maroc. Des dispositions de la loi électorale, de la loi sur les libertés publiques et du code pénal furent utilisées contre eux.

La répression des militant-e-s d'Annahj n'est pas nouvelle. Ainsi, ses militants et certains de ses dirigeants ont été victimes de la répression le samedi 4 avril 2009 devant le Parlement suite à un rassemblement. Dans le fond, il fallait comprendre que seuls les partis qui restent dans le cadre défini par le pouvoir sont acceptés, tous ceux qui n'acceptent pas le jeu et qui, comme le 4 avril, remettent en cause les relations avec l'OTAN sont exclus du jeu politique.

De même, durant l'été 2008 après son dernier congrès national, un message a été adressé à Annahj en faisant monter au créneau certains partis du pouvoir qui l'ont accusé de haute trahison et qui ont demandé à ce que Annahj soit condamné suite à une lettre reçue de la part du Polisario.

Les militant-e-s d'Annahj ont également fait partie des victimes de la campagne d'arrestations du 1^{er} mai 2007 dans le cadre du mouvement contre la cherté de la vie, avec pour accusation l'éternelle « atteinte au sacré ».

Le fait est que Annahj est victime de la répression du pouvoir parce qu'il sort du consensus actuel portant sur la soi-disant « transition démocratique » et ses pseudo-institutions démocratiques, et parce qu'il joue un rôle dans la scène des luttes populaires.

Cela est le sort de toute personne qui choisit le militantisme effectif qui résiste aux agressions continues de la bourgeoisie au Maroc. La violence de la répression des classes laborieuses de Sidi Ifni - Aït Baamrane en atteste, de

même que les tentatives d'écraser la résistance étudiante ou la répression continue du mouvement des chômeurs.

Les forces militantes de gauche qui luttent contre les politiques de la bourgeoisie et de l'impérialisme et contre la répression politique, vont être la cible de répression et de tentatives d'écraser tout enracinement populaire.

Cette répression arrivera à son but si la gauche militante reste au niveau actuel et si elle n'est pas renforcée par une forte dynamique populaire.

La vérité est que la progression de la gauche révolutionnaire durant la dernière décennie reste en deçà des possibilités objectives qu'offrent l'évolution de la situation sociale d'une part et la perte de la gauche réformiste de toute crédibilité, d'autre part, après qu'elle ait intégré le gouvernement de façade.

Résister à cette répression passe par profiter des possibilités qu'offre la résistance populaire dans les régions délaissées et défendre les intérêts de la classe ouvrière alors que les directions syndicales l'ont abandonnée. Cela nous impose une autocritique sérieuse quant au bilan de l'action syndicale et populaire des forces de gauche militantes.

Cette accentuation de la répression montre l'urgence de la lutte pour les libertés, une lutte qui doit dépasser les actions symboliques courantes, une lutte qui permette d'obtenir des acquis et d'élargir les possibilités de construire les outils de lutte populaire à la base.

La lutte doit unir les organisations syndicales, les organisations de droits humains, les mouvements de lutte étudiants, les mouvements des chômeurs,... alors luttons tous ensemble, unis, contre la répression, avant que l'unité ne soit dans les geôles.

Non à la répression des militant-e-s d'Annahj Addimocrati